

o.104.2 - SRO/BOU

Berne, le 17 novembre 1988

Coordination dans le domaine des
organisations internationales

Compte rendu succinct de la
séance du 4 novembre 1988

Présidence : M. W. Gyger, Ministre, DOI.

1. Participants

Selon liste en annexe 1

2. Candidatures suisses pour 1989

Un tour de table a permis d'apporter des compléments d'information que l'on trouvera en addendum à l'annexe 2. Il a été convenu que les offices et services informeront aussi la DOI d'éventuelles candidatures suisses aux organes subsidiaires dépendant des Conseils des organisations internationales du système onusien. Ils feront de même, et dans les meilleurs délais possibles (le plus tôt sera le mieux), s'ils ont besoin d'un soutien diplomatique pour une candidature suisse dans le cadre des organisations relevant de leur compétence ou de la présence d'un représentant du DFAE dans l'une de leurs délégations.

3. Traitements des affaires politiques au sein des organisations internationales

Il a été constaté que la Suisse devenait plus active, au sein des divers Conseils, en matière de participation aux votes de

- 2 -

nature politique relevant des mandats des organisations tout en restant opposée à la politisation de ces dernières. La question de l'harmonisation des positions suisses au sein des divers organismes est donc importante, car il ne faut pas seulement tenir compte de la continuité de nos positions mais encore de leur environnement spécifique dans chaque organisation. Dès lors, la DOI serait reconnaissante de recevoir le plus tôt possible les projets de résolution à caractère politique accompagnés de brefs commentaires sur la situation antérieure (résultats du dernier vote y relatif par ex.) et sur la situation présente (intentions de vote déjà connues par ex.).

Enfin, la DOI s'efforcera de répondre aux souhaits des participants intéressés à obtenir des informations sur la manière dont les sujets politiques similaires sont traités dans d'autres organisations, des "Sprachregelungen" et, le cas échéant, les positions du Conseil fédéral, étant entendu que la DOI dépend aussi des renseignements qu'elle reçoit sur les questions traitées au sein des organisations internationales. En d'autres termes, il conviendrait d'intensifier les contacts entre la DOI et les services OI des autres départements.

4. De l'influence de la Communauté européenne

Il a été constaté que le rôle de la CE devenait de plus en plus important dans la mesure où la CE apparaissait dans les enceintes internationales avec une position déjà coordonnée, limitant par là les marges de manoeuvre d'autres Etats. Les effets d'une éventuelle adhésion de la Commission au nom de la CE à certaines organisations internationales mériteraient aussi d'être analysés. C'est pourquoi la DOI établira un questionnaire dont l'objectif sera de pouvoir déterminer les problèmes soulevés dans les diverses OI par le renforcement de la coordination intra-communautaire et par les démarches d'adhésion de la Commission. Les résultats de cette enquête pourraient faire l'objet d'une réunion particulière en 1989.

5. Personnel suisse dans les OI : état de la question

Le groupe de travail, créé pour améliorer la présence du personnel suisse dans les OI, est arrivé à la conclusion provisoire qu'il conviendrait de promouvoir le recrutement de manière différenciée selon les OI d'une part, d'augmenter l'intérêt d'emplois internationaux auprès des fonctionnaires suisses en leur facilitant les conditions d'engagement d'autre part. C'est dans ce contexte qu'un projet d'ordonnance devrait être soumis à consultation au printemps 1989.

6. Groupe de Genève (GG)

Il ressort du bref exposé de Mme Bauty que le GG connaît en quelque sorte un second souffle. Deux problèmes restent toutefois d'actualité, en particulier ceux du personnel dont le statut laisse beaucoup à désirer. Le GG a décidé d'attendre les résultats d'une enquête effectuée dans le cadre du système commun ONU. Divers participants évoquent de plus la question du respect des principes établis constatant que la "croissance zéro" ne devrait pas être un dogme. La DOI s'efforcera de défendre une certaine flexibilité dans l'application des principes établis, eu égard aux tâches ou aux conditions particulières de certaines OI.

7. Ampleur de la coordination

Il a été établi qu'il fallait une coordination dans les matières suivantes :

- Questions budgétaires

Une ligne déterminée est à suivre. Les "Finanzpolitische Grundsätze der Schweiz in den Organisationen des UNO Systems..." (cf o.104.2 - AM/VK) du 21.5.87) sont toujours valables. Les offices et services peuvent sans autre s'adresser à la DOI pour l'analyse des questions relevant des budgets des organisations.

- Questions politiques

(Cf 3 supra.)

- Elections

L'information sur les mandats à repourvoir devrait parvenir au moins 3 mois avant l'échéance des candidatures pour faciliter l'organisation d'une campagne de soutien par le DFAE.

- Questions de personnel

(Cf 5 supra.) Un effort sera aussi fait pour créer un service centralisant toutes les places vacantes dans les OI.

8. Rythme de la coordination

Il est décidé que cet échange de vues pour la coordination dans les organisations internationales devrait avoir lieu deux fois par an

- en automne pour l'ensemble des services et offices fédéraux responsables d'organisations internationales;
- au début de l'année pour les services et offices en charge d'organisations internationales du système onusien en prévision des préparatifs de la réunion à haut niveau du Groupe de Genève.



Robert K. Steiner

Annexe 1

Séance de coordinationL I S T E D E S P A R T I C I P A N T S

Présidence : M. W. Gyger, Ministre, Sous-directeur, DOI

- M. J.-C. Richard, Service du Conseil de l'Europe, DP, DFAE
- M. A. Auer, OFAC, DFTCE
- M. J.-P. Bertschinger, Division Pharmacie, OFSP, DFI
- M. H.-U. Mazenauer, CEE/ONU, OFAEE, DFEP
- M. H. Stingelin, OCDE, OFAEE, DFEP
- M. J.-J. Elmiger, Service des affaires internationales, OFIAMT, DFEP
- Mme A. Bauty, Mission suisse à Genève
- M. S. Lazzarotto, Section des affaires internationales de l'environnement, DOI, DFAE
- M. W. Mahrer, Section aide humanitaire et alimentaire, DDA, DFAE
- M. E. Burn, Division du service postal international, DG-PTT, DFTCE
- M. J.-C. Grossrieder, Services généraux, OFPI, DFJP
- M. F. Rohner, Affaires multilatérales, DDA, DFAE
- M. I. Marincek, Secrétariat FAO, OFAG, DFEP
- Mme S. Zobrist, OFSP, DFI
- M. Y. Emery, Service financier IV, AFF, DFF
- M. G. Dupuis, Département des télécommunications, PTT, DFTCE
- M. M. Coquoz, Section des Nations Unies et des organisations internationales, DOI, DFAE
- M. H. P. Müller, Section services centraux, ISM, Zurich
- M. P. Luciri, Section des affaires culturelles et de l'UNESCO, DOI, DFAE
- M. R. Steiner, Section des Nations Unies et des organisations internationales, DOI, DFAE

o.104.1
o.714.0 - REA/SPB

Bern, 14. November 1988

Für die Schweiz wichtige Ereignisse in Internationalen Organisationen im Jahre 1989

(Les corrections ou compléments d'information apportés lors de la séance du 4 novembre 1988 sont soulignés)

1. Mandatsende im Verwaltungs-, Exekutiv-, Gouverneursrat

Organisation oder Kommission	Bisherige Mandate	Weiteres Vorgehen	Das für die Wahl zuständige Organ
Kommission für Transnationale Unternehmen	Seit 1978 ununterbrochen	Weitere Kandidatur vorgesehen; Opposition unwahrscheinlich	Frühlings-ECOSOC
UNDP-Entwicklungsprogramm der Vereinten Nationen	Seit 1966 ununterbrochen	Weitere Kandidatur vorgesehen; Wiederwahl möglich; Kampfwahl nicht ganz ausgeschlossen	Frühlings-ECOSOC
FAO-Organisation der Vereinten Nationen für Ernährung und Landwirtschaft	1954-1957; 1971-1974; 1987-1989	Vorläufig keine weitere Kandidatur	25. Generalversammlung
ICAO-Internationale Zivilluftfahrt-Organisation	1986-1989	Vorläufig keine weitere Kandidatur; Schweiz ist mit Oesterreich und Benelux-Länder in Kandidatengruppe	<u>27.</u> Session der ICAO- Generalversammlung
IFAD-Internationaler Fonds für landwirtschaftliche Entwicklung (Mitglied des Verwaltungsrates)	1987-1989	<u>Vereinbarte Rotationsgruppen</u> ; Schweiz ist mit NL, B, LUX, IRL in einer Wahlgruppe	Gouverneursrat

- 2 -

Organisation oder Kommission	Bisherige Mandate	Weiteres Vorgehen	Das für die Wahl zuständige Organ
ADB-Asiatische Entwicklungsbank (Mitglied des Exekutivdirektoriums)	1987-1989	Vorläufig keine weitere Kandidatur; Schweiz ist mit B, FR, I, SP in einer Wahlgruppe	Gouverneursrat
ITU-Internationaler Fernmeldeverein	Seit 1947 ununterbrochen	Weitere Kandidatur vorgesehen; Wiederwahl möglich	13. Session der Bevollmächtigtenkonferenz 15 au 23 juin
UNIDO-Organisation der Vereinten Nationen für industrielle Entwicklung	1967-1989	Weitere Kandidatur vorgesehen; Wiederwahl wahrscheinlich	3. Session der UNIDO-Generalkonferenz
UPU-Weltpostverein	1974-1979; 1984-1989	Weitere Kandidatur vorgesehen; Wiederwahl möglich	20. UPU-Kongress
IAEA-Internationale Atomenergie-Organisation	1979-1981; 1987-1989	Vorläufig keine weitere Kandidatur	33. Generalkonferenz
UNEP-Umweltprogramm der Vereinten Nationen	1975-1977; 1981-1983; 1987-1989	Im Prinzip keine weitere Kandidatur; Schweiz alterniert Sitz mit Oesterreich; hält sich jedoch bereit, bei allfällig frei werdendem Sitz Interesse anzumelden	44. UNO-Generalversammlung

2. Ende der Mandate von Schweizern in führenden Funktionen Internationaler Organisationen

Herrn A. Dunkel, Generaldirektor des GATT, réélu pour deux ans, 1989-1990

Botschafter F. Muheim, Mitglied des Verwaltungsrates der UNITAR

Professor J. Voyame, Mitglied des Ausschusses gegen die Folter

3. Wichtige Konferenzen, die nicht jährlich stattfinden

FAO-Generalversammlung, alle 2 Jahre, in Rom

ICAO-Generalversammlung, mindestens alle 3 Jahre, in Montreal

IMO-Generalversammlung, alle 2 Jahre, in London

ITU-Konferenz der Bevollmächtigten, alle 6 Jahre, 13. Konferenz in Nizza

UNESCO-Generalkonferenz, alle 2 Jahre, 25. Session in Paris

UNIDO-Generalkonferenz, alle 2 Jahre, 3. Session in Wien

UPV-Kongress, alle 5 Jahre, 20. Session in Washington

WIPO-Generalversammlung, alle 2 Jahre

WTO-Generalversammlung, alle 2 Jahre, 18. Session in Paris

Addendum à l'annexe 2 de la lettre du 18 octobre 1988 : "Für die Schweiz wichtige Ereignisse in Internationalen Organisationen im Jahre 1989".

Les informations complémentaires suivantes ont été mentionnées :

1. Pour les niveaux autres que celui des Conseils

- PNUD/UNDP 1989 : des sondages sont en cours en vue d'une candidature suisse au Comité budgétaire et financier
- FAO 1989 : évaluation par le secrétariat FAO suisse d'une candidature suisse aux Comités financier et du programme (élection 25ème AG/FAO)
examen d'une candidature suisse au Comité du programme d'aide alimentaire

2. Pour mémoire, en vue d'années ultérieures

- OACI/ICAO 1990 : candidature suisse à la commission de navigation aérienne
- Banque interaméricaine de développement : fin du mandat de M. Bruggmann, Directeur exécutif adjoint, en 1991
- Banque africaine de développement
- OMS : analyse en 1990 de la possibilité d'avoir un siège au sein du Conseil exécutif OMS 92-94 (après 1954-56 et 1974-76)
- UNICEF : renouvellement du mandat suisse au Conseil en 1990 pour 1991. Notre pays a occupé un siège depuis 1946 sans interruption.

Copie verte



EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT
FÜR AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN
DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DIPARTIMENTO FEDERALE DEGLI AFFARI ESTERI

CK 24. Nov. 88 - 9

o.104.2 - SRO/BOU

Berne, le 24 novembre 1099

Bitte dieses Zeichen in der Antwort wiederholen
Prière de rappeler cette référence dans la réponse
Pregasi rammentare questo riferimento nella risposta

- M. I. Marincek, Secrétariat FAO, OFAG, DFEP
- M. R. Pasquier, Affaires multilatérales, DDA, DFAE
- M. J.-J. Elmiger, Service des affaires internationales, OFIAMT, DFEP
- Mme S. Zobrist, OFSP, DFI
- M. A. Auer, OFAC, DFTCE
- M. H. P. Müller, Section services centraux, ISM, Zurich
- M. C. Zangger, Affaires énergétiques internationales, OFEN, DFTCE
- M. E. Burn, Division du service postal international, DG-PTT, DFTCE
- M. M.-G. Apothéloz, Planification, études et relations internationales, DG-PTT, DFTCE
- M. Y. Emery, Service financier IV, AFF, DFF
- M. G. Dupuis, Département des télécommunications, PTT, DFTCE
- M. J. Hulliger, Section des communications, DDIP, DFAE
- Mme M. Jenni, Bureau de la protection des variétés OFAG, DFEP
- M. M. Monney, Tarifs et trafic, OFT, DFTCE
- M. P. Widmer, Droit privé, OFJ, DFJP
- Mme R. Schelling, Section aide humanitaire et alimentaire, DDA, DFAE
- M. W. Mahrer, Section aide humanitaire et alimentaire, DDA, DFAE
- M. C. Häberli, Commerce, produits de base, industrialisation, OFAEE, DFEP
- M. H.-U. Mazenauer, CEE/ONU, OFAEE, DFEP
- M. F. Rohner, Affaires multilatérales, DDA, DFAE
- M. S. Nellen, Affaires multilatérales, DDA, DFAE
- M. J. Kellenberger, Bureau de l'intégration DFAE/DFEP
- M. H. Stingelin, OCDE, OFAEE, DFEP
- M. J.-C. Grossrieder, Services généraux, OFPI, DFJP
- M. J.-C. Richard, Service du Conseil de l'Europe, DP, DFAE
- M. P. Keller, Service du tourisme, OFIAMT, DFEP
- M. D. Kaeser, Monnaie, économie, trésorerie, AFF, DFF
- M. L. Wasescha, Commerce mondial GATT, OFAEE, DFEP
- M. J.-P. Bertschinger, Division Pharmacie, OFSP, DFI
- M. P. Luciri, Section des affaires culturelles et de l'UNESCO, DOI, DFAE
- M. R. Hofmann, Section des affaires scientifiques internationales, DOI, DFAE
- M. S. Lazzarotto, Section des affaires internationales de l'environnement, DOI, DFAE
- Mme A. Bauty, Mission suisse à Genève

o.104.2 - SRO/WS

Berne, le 24 novembre 1988

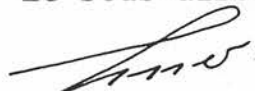
"COORDINATION DANS LE DOMAINE
DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES"

Madame, Monsieur,

Vous trouverez, en annexe, le compte rendu succinct de la réunion du 4 novembre 1988.

Comme convenu nous organiserons, au début de 1989, une nouvelle séance de coordination pour les organisations internationales du système onusien en vue de la préparation du CLM/GG avant de convier à nouveau tous les destinataires de cette lettre en automne 1989.

Direction des Organisations
internationales
Le Sous-directeur



W. B. Gyger

Copie : - MF, ER, GWB, FLR
- HER, CM, BAD, HI, REA, KRC, SRO

CK 24. Nov. 88 = 9